

Afdeling 5. — Overlegorgaan

Art. 14. Er wordt een overlegorgaan geïnstalleerd waarop de deeltiteiten de technische competenties en expertise kunnen delen en ervaringen uitwisselen. Het overlegorgaan heeft tot doel om over de deeltiteiten heen inzake de erkenning van producten een coherent beleid te faciliteren, zonder afbreuk te doen aan de autonomie van iedere deeltiteit. Op het overlegorgaan worden ook de technische specificaties, vermeld in artikel 12, voorbereid.

Het overlegorgaan is samengesteld uit vertegenwoordigers van de respectievelijke administraties en kan ad hoc aangevuld worden met experts uit de respectievelijke adviescommissies van de deelstaten en van de uitvoeringsorganisaties.

Afdeling 6. — Gegevensuitwisseling

Art. 15. De deeltiteiten verbinden zich ertoe alle noodzakelijke informatie uit te wisselen die vereist is voor de uitvoering van dit samenwerkingsakkoord. In een uitvoeringsakkoord, vermeld in artikel 92bis, § 1, derde lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, wordt bepaald welke informatie als noodzakelijk beschouwd wordt.

HOOFDSTUK V. — Inwerkingtreding en opzegging van het samenwerkingsakkoord

Art. 16. Dit samenwerkingsakkoord heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2019, met uitzondering van artikel 12, dat in werking treedt op een gemeenschappelijke datum bepaald door een besluit van elk van de bevoegde regeringen.

Elke partij bij dit akkoord kan een dit akkoord opzeggen mits een schriftelijke opzeggingstermijn van één jaar aan de andere partijen bij dit akkoord.

Getekend te Brussel op 31 december 2018, in één origineel exemplaar in het Nederlands, het Frans en het Duits, dat zal worden gedeponneerd bij de Vlaamse Gemeenschap die zal instaan voor de eensluidende verklaarde afschriften en de publicatie in het Belgisch staatsblad.

Voor de Vlaamse Gemeenschap:

De Minister-President,

G. BOURGEOIS

De Vlaamse Minister van Welzijn, Volksgezondheid en Gezin,

J. VANDEURZEN

Voor het Waalse Gewest:

De Minister-President,

W.BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gelijke Kansen, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,

A.GREOLI

Voor de Duitstalige Gemeenschap:

De Minister-President,

O. PAASCH

De Minister van de Duitstalige Gemeenschap van Gezin, Gezondheid en sociale Aangelegenheden,

A. ANTONIADIS

Voor de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie:

De voorzitter van het verenigd College,

R. VERVOORT

Het Lid van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie bevoegd voor het Beleid inzake Bijstand aan Personen,

P. SMET

Het Lid van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie bevoegd voor het Beleid inzake Bijstand aan Personen,

C. FREMAULT

Voor de Franse Gemeenschapscommissie (Cocof) :

De Minister-Voorzitter van het College,

F. LAANAN

Het Lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie (Cocof), bevoegd voor Personen met een Handicap,

C. FREMAULT

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/201592]

28 FEVRIER 2019. — Décret modifiant les articles D.VI.25. à D.VI.28. du Code du Développement territorial ainsi que l'article 54 du décret du 2 février 2017 relatif au développement des parcs d'activités économiques (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Dans l'article D.VI.25. du Livre VI du Code du Développement territorial, les modifications suivantes sont apportées :

a) le point 6^o de l'alinéa 2 du paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« 6^o l'indication du prix et des conditions de l'aliénation projetée ou, en cas de vente publique, les modalités de la vente dont l'éventuelle mise à prix, ainsi que, en cas de vente physique, le jour, l'heure et le lieu de celle-ci ou, en cas de vente dématérialisée, le jour du début et de clôture des enchères; »;

b) le paragraphe 1^{er} est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Le titulaire du droit réel immobilier ou le notaire chargé de procéder à l'aliénation peut demander à l'administration communale les informations visées à l'alinéa 2, 5^o. Les informations sont transmises par l'administration communale dans les trente jours de la réception de la demande. À défaut de réponse de l'administration intéressée dans le délai prévu, le titulaire du droit réel immobilier ou le notaire chargé de procéder à l'aliénation mentionne dans la déclaration la date de l'envoi contenant la demande d'informations ou du récépissé de la demande d'informations et indique que les informations n'ont pas été données. »;

c) au paragraphe 2, les mots « avant la première séance d'adjudication » sont remplacés par les mots « avant le jour du début des enchères » et les mots « au bénéficiaire qui n'a pas renoncé à l'exercice de son droit » sont insérés après les mots « dès réception des surenchères ».

Art. 2. Dans l'article D.VI.26. du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1^o l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« En cas de vente publique, le Gouvernement ou la personne qu'il délègue à cette fin, envoie immédiatement au notaire chargé de procéder à la vente la liste des bénéficiaires du droit de préemption, en mentionnant l'ordre de priorité visé à l'article D.VI.19. »;

2^o il est inséré un alinéa 3 rédigé comme suit :

« Chacun des bénéficiaires du droit de préemption peut solliciter l'avis soit du receveur de l'enregistrement, soit du comité d'acquisition. L'avis est envoyé au bénéficiaire du droit de préemption dans les trente jours de la réception de la demande. ».

Art. 3. L'article D.VI.27. du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. D.VI.27. § 1^{er}. Hormis en cas de vente publique, chacun des bénéficiaires adresse au Gouvernement, au plus tard dans les cinquante jours de la réception de la déclaration d'intention d'aliéner, un document faisant apparaître sa décision d'acquiescer aux prix et conditions proposés.

Le Gouvernement ou la personne qu'il délègue à cette fin envoie au titulaire, au plus tard dans les vingt jours de l'expiration du délai fixé à l'alinéa 1^{er}, la décision ou l'absence de décision des bénéficiaires du droit de préemption.

À défaut, le bénéficiaire est censé renoncer à l'exercice du droit de préemption.

§ 2. En cas de vente publique et lorsqu'il a décidé d'emblée de renoncer à l'exercice de son droit, le bénéficiaire en informe le notaire chargé de procéder à la vente et le Gouvernement, au plus tard avant le début des enchères. ».

Art. 4. L'article D.VI.28. du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. D.VI.28. § 1^{er}. En cas de vente publique physique, le notaire instrumentant demande publiquement, à la fin des enchères et avant l'adjudication, si un des bénéficiaires n'ayant pas renoncé à l'exercice de son droit conformément à l'article D.VI.27., § 2, ou son représentant, envisage d'exercer son droit au prix de la dernière offre.

Celui-ci est subrogé au dernier enchérisseur.

En cas de revente par suite de l'exercice du droit de surenchère, la même question est posée publiquement à la séance de surenchère.

Sans préjudice d'une éventuelle faculté de surenchère, à défaut d'exercer immédiatement son droit de préemption ou d'avoir renoncé à son exercice, le bénéficiaire ou son représentant dispose d'un délai de dix jours à dater de l'adjudication pour informer le notaire instrumentant de sa décision de se subroger au dernier enchérisseur.

§ 2. En cas de vente publique dématérialisée, pour autant que le bénéficiaire n'ait pas renoncé à l'exercice de son droit conformément à l'article D.VI.27., § 2, le notaire procède à l'adjudication sous condition suspensive du non-exercice de ce droit.

Dans ce cas, le bénéficiaire ou son représentant dispose d'un délai de dix jours à dater de la réception d'un extrait de l'acte d'adjudication envoyé par le notaire pour informer ce dernier de sa décision de se subroger au dernier enchérisseur.

L'extrait contient le jour de l'adjudication, le prix pour lequel elle a été faite et le nom du notaire qui l'a reçue.

En cas de revente par suite de l'exercice du droit de surenchère, la même procédure est suivie. ».

Art. 5. L'article 54 du décret du 2 février 2017 relatif au développement des parcs d'activités économiques est remplacé par ce qui suit :

« Art. 54. § 1^{er}. Toute aliénation d'un droit réel immobilier soumis au droit de préemption est subordonnée à une déclaration préalable d'intention du titulaire du droit réel immobilier adressée par envoi recommandé à l'opérateur titulaire du droit de préemption.

La déclaration d'intention d'aliéner, dont le modèle est arrêté par le Gouvernement, contient obligatoirement :

- a) l'identité et le domicile du titulaire d'un droit réel immobilier;
- b) l'adresse de l'immeuble dont l'aliénation est projetée;
- c) la description de l'immeuble et notamment sa désignation cadastrale, la superficie de la parcelle, la superficie au sol du bâti, la superficie de plancher et le nombre de niveaux;
- d) les autres droits réels et les droits personnels qui y sont attachés;
- e) la mention détaillée des permis d'urbanisme ou de lotir et d'urbanisation, des certificats d'urbanisme relatifs au bien ainsi que la destination urbanistique la plus récente et la plus précise, en indiquant la dénomination prévue aux différents plans d'aménagement;
- f) l'indication du prix et des conditions de l'aliénation projetée ou, en cas de vente publique, les modalités de la vente dont l'éventuelle mise à prix ainsi que, en cas de vente physique, le jour, l'heure et le lieu de celle-ci ou, en cas de vente dématérialisée, le jour du début et de clôture des enchères;
- g) à défaut de prix, la valeur conventionnelle de la contre-prestation stipulée à charge de l'acquéreur du droit réel immobilier;
- h) l'indication de ce que l'opérateur a le droit de visiter le bien.

Le titulaire du droit réel immobilier ou le notaire chargé de procéder à l'aliénation peut demander à l'administration communale les informations visées à l'alinéa 2, e). Les informations sont transmises par l'administration communale dans les trente jours de la réception de la demande. À défaut de réponse de l'administration intéressée dans le délai prévu, le titulaire du droit réel immobilier ou le notaire chargé de procéder à l'aliénation mentionne dans la déclaration la date de l'envoi contenant la demande d'informations ou du récépissé de la demande d'informations et indique que les informations n'ont pas été données.

§ 2. Hormis en cas de vente publique, l'opérateur informe le déclarant de sa décision d'exercer, ou non son droit de préemption, dans les cinquante jours de la réception de la déclaration.

En cas de vente publique, lorsque l'opérateur a décidé d'emblée de renoncer à l'exercice de son droit, il en informe le notaire chargé de procéder à la vente au plus tard avant le début des enchères.

En cas de vente publique, la déclaration visée au paragraphe 1^{er} est faite par le notaire chargé de procéder à la vente au moins soixante jours avant le jour du début des enchères. En cas de revente par suite de l'exercice du droit de surenchère, la déclaration est faite par le notaire dès réception des surenchères aux opérateurs qui n'ont pas renoncé à l'exercice de leur droit. Elle indique en outre la date et les modalités de la vente.

L'opérateur peut solliciter l'avis soit du comité d'acquisition, soit du collège composé de trois notaires désignés conformément à l'article 38. L'avis est envoyé à l'opérateur dans les trente jours de la réception de la demande. À défaut d'avis dans le délai, la procédure est poursuivie.

§ 3. En cas de vente publique physique, le notaire instrumentant demande publiquement, à la fin des enchères et avant l'adjudication, si un des opérateurs qui n'a pas renoncé à l'exercice de son droit conformément à l'article 54, § 2, alinéa 2, envisage d'exercer son droit au prix de la dernière offre.

Celui-ci est subrogé au dernier enchérisseur.

En cas de revente par suite de l'exercice du droit de surenchère, la même question doit être posée publiquement à la séance de surenchère.

Sans préjudice d'une éventuelle faculté de surenchère, à défaut d'exercer immédiatement son droit de préemption ou d'avoir renoncé à son exercice, l'opérateur dispose d'un délai de dix jours à dater de l'adjudication pour informer le notaire instrumentant de sa décision de se subroger au dernier enchérisseur.

§ 4. En cas de vente publique dématérialisée, pour autant que l'opérateur n'ait pas renoncé à l'exercice de son droit de préemption, conformément à l'article 54, § 2, alinéa 2, le notaire procède à l'adjudication sous condition suspensive du non-exercice de ce droit.

Dans ce cas, l'opérateur dispose d'un délai de dix jours à dater de la notification d'un extrait de l'acte d'adjudication faite par le notaire pour informer ce dernier de sa décision de se subroger au dernier enchérisseur.

L'extrait contient le jour de l'adjudication, le prix pour lequel elle a été faite et le nom du notaire qui l'a reçue.

En cas de revente par suite de l'exercice du droit de surenchère, la même procédure est suivie. ».

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 28 février 2019.

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

La Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Égalité des chances, de la Fonction publique
et de la Simplification administrative,
A. GREOLI

Le Ministre de l'Économie, de l'Industrie, de la Recherche, de l'Innovation,
du Numérique, de l'Emploi et de la Formation,
P.-Y. JEHOLET

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire, des Travaux publics,
de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,
C. DI ANTONIO

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Énergie, du Climat et des Aéroports,
J.-L. CRUCKE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme,
du Patrimoine et délégué à la Grande Région,
R. COLLIN

La Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives,
V. DE BUE

—
Note

(1) Session 2018-2019.

Documents du Parlement wallon, 1173 (2018-2019) N^{os} 1 à 4.

Compte rendu intégral, séance plénière du 27 février 2019.

Discussion.

Vote.

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2019/201592]

28. FEBRUAR 2019 — Dekret zur Abänderung der Artikel D.VI.25. bis D.VI.28. des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung sowie des Artikels 54 des Dekrets vom 2. Februar 2017 über die Entwicklung der Gewerbegebiete (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und wir, Wallonische Regierung, sanktionieren es:

Artikel 1 - Artikel D.VI.25 von Buch VI des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung wird wie folgt abgeändert:

a) Ziffer 6° von Absatz 2 von § 1 durch das Folgende ersetzt:

“6° Preis und Bedingungen der geplanten Veräußerung oder, im Falle einer öffentlichen Versteigerung, die Verkaufsmodalitäten, u.a. den eventuellen Startpreis, sowie im Falle einer “physischen” Verkaufs, den Tag, die Zeit und den Ort dieses Verkaufs, oder im Falle eines entmaterialisierten Verkaufs, das Datum für den Beginn und Abschluss der Versteigerung;”;

b) § 1 wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“Der Inhaber des dinglichen Recht an einem Immobiliengut oder der mit der Veräußerung beauftragte Notar kann bei der Gemeindeverwaltung die in Absatz 2 Ziffer 5° genannten Informationen beantragen. Die Informationen werden von der Gemeindeverwaltung innerhalb von dreißig Tagen nach Eingang des Antrags übermittelt. In Ermangelung einer fristgerechten Antwort der betroffenen Verwaltungsstelle gibt der Inhaber des dinglichen Rechts an einem Immobiliengut oder der mit der Veräußerung beauftragte Notar in der Erklärung das Datum des Versands oder der Empfangsbestätigung des Informationsantrags an, und vermerkt, dass die Informationen nicht gegeben wurden.”;

c) in Paragraph 2 werden die Wörter “vor der ersten Ausschreibungssitzung” durch die Wörter “vor dem Tag des Versteigerungsanfangs” und die Wörter “dem Vorkaufsberechtigten, der nicht auf die Ausübung seines Rechts verzichtet hat,” zwischen die Wörter “ die Erklärung” und “durch den Notar” eingefügt.

Art. 2 - Artikel D.VI.26 desselben Gesetzbuches wird wie folgt abgeändert:

1° Absatz 2 wird durch das Folgende ersetzt:

“Im Falle einer öffentlichen Versteigerung sendet die Regierung oder die von ihr zu diesem Zweck beauftragte Person dem mit dem Verkauf beauftragten Notar unverzüglich die Liste der Vorkaufsberechtigten, unter Angabe der Rangfolge nach Artikel D.VI.19.,”

2° es wird ein Absatz 3 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Jeder Vorkaufsberechtigte kann die Stellungnahme entweder des Einnehmers des Registrierungsamtes, oder des Immobilienerwerbskomitees beantragen. Die Stellungnahme wird dem Vorkaufsberechtigten innerhalb dreißig Tagen nach dem Empfang des Antrags gesandt.”.

Art. 3 - Artikel D.VI.27 desselben Gesetzbuches wird durch Folgendes ersetzt:

“Art. D.VI.27 - § 1. Außer im Falle einer öffentlichen Versteigerung richtet jeder der Vorkaufsberechtigten spätestens fünfzig Tage nach Eingang der Erklärung der Veräußerungsabsicht ein Dokument an die Regierung, in dem er seine Kaufentscheidung zu dem vorgeschlagenen Preis und den vorgeschlagenen Bedingungen kundtut.

Die Regierung oder die von ihr zu diesem Zweck beauftragte Person stellt dem Inhaber spätestens innerhalb von zwanzig Tagen nach Ablauf der in Absatz 1 festgelegten Frist die Entscheidung oder das Ausbleiben einer Entscheidung der Vorkaufsberechtigten zu.

Andernfalls wird davon ausgegangen, dass der Vorkaufsberechtigte auf die Ausübung des Vorkaufsrechts verzichtet.

§ 2. Im Falle einer öffentlichen Versteigerung oder wenn er sofort beschlossen hat, auf die Ausübung seines Rechts zu verzichten, informiert der Vorkaufsberechtigte den mit dem Verkauf beauftragte Notar und die Regierung spätestens vor dem Anfang der Versteigerung darüber.”.

Art. 4 - Artikel D.VI.28 desselben Gesetzbuches wird durch Folgendes ersetzt:

« Art. D.VI.28 - § 1. Bei einem öffentlichen “physischen” Verkauf fragt der amtierende Notar am Ende der Gebote und vor Erteilung des Zuschlags in der Öffentlichkeit, ob einer der Vorkaufsberechtigten, der nicht nach Artikel D.VI.27., § 2 auf sein Recht verzichtet hat, oder sein Vertreter sein Recht zum Preis des letzten Angebots geltend machen will.

Dieser tritt an die Stelle des Letztbietenden.

Bei einem Wiederverkauf infolge der Ausübung des Rechts zur Abgabe eines Übergebots wird die gleiche Frage bei der Sitzung zur Abgabe der Übergebote öffentlich gestellt.

Unbeschadet einer eventuellen Möglichkeit eines Übergebots verfügt der Vorkaufsberechtigte oder sein Vertreter, insofern er sein Vorkaufsrecht nicht sofort geltend macht oder auf dessen Ausübung nicht verzichtet hat, über eine Frist von zehn Tagen ab der Versteigerung, um den amtierenden Notar über seine Entscheidung, an die Stelle des Letztbietenden zu treten, zu informieren.

§ 2. Im Falle einer öffentlichen entmaterialisierten Versteigerung, nimmt der Notar, insofern der Vorkaufsberechtigte auf die Ausübung seines Vorkaufsrechts nach Artikel D.VI.27., § 2 nicht verzichtet hat, die Zuschlagserteilung unter der aufschiebenden Bedingung der Nichtausübung dieses Rechts vor.

In diesem Fall verfügt der Vorkaufsberechtigte oder sein Vertreter über eine Frist von zehn Tagen ab dem Empfang eines von dem Notar gesandten Auszugs der Zuschlagsurkunde, um ihn über seine Entscheidung, an die Stelle des Letztbietenden zu treten, zu informieren.

In dem Auszug werden der Tag des Zuschlags, der Vergabepreis und der Name des Notars, der ihn empfangen hat, angegeben.

Im Falle eines Wiederverkaufs infolge der Ausübung des Überbietungsrechts wird das gleiche Verfahren angewandt.”.

Art. 5 - Artikel 54 des Dekrets vom 2. Februar 2017 über die Entwicklung der Gewerbegebiete wird durch Folgendes ersetzt:

« Art. 54. § 1. Jede Veräußerung eines dinglichen Rechts an einem Immobiliengut, das dem Vorkaufsrecht unterworfen ist, unterliegt einer vorherigen Absichtserklärung des Inhabers dieses dinglichen Rechts, die dem Projektträger, der über das Vorkaufsrecht verfügt, per Einschreiben zugestellt werden muss.

Die Erklärung der Veräußerungsabsicht, deren Muster von der Regierung festgelegt wird, muss folgende Angaben enthalten:

- a) Identität und Wohnsitz des Inhabers des dinglichen Rechts an der Immobilie;
- b) Adresse des Immobilienguts, dessen Veräußerung in Frage kommt;
- c) Beschreibung des Immobilienguts und insbesondere dessen katastrale Bezeichnung, die Fläche der Parzelle, die Grundfläche des Gebäudes, die Geschossfläche und die Anzahl Geschosse;
- d) die sonstigen dinglichen Rechte und die persönlichen Rechte, die damit verbunden sind;
- e) die detaillierte Angabe der Städtebau- oder Parzellierungs- und Verstärkungsgenehmigungen, der städtebaulichen Bescheinigungen, die sich auf das Gut beziehen, sowie die letzte und genaueste städtebauliche Zweckbestimmung unter Angabe der in den verschiedenen Raumordnungsplänen vorgesehenen Bezeichnung;
- f) der Preis und die Bedingungen der geplanten Veräußerung oder, im Falle einer öffentlichen Versteigerung, die Verkaufsmodalitäten, u.a. den eventuellen Startpreis, sowie im Falle einer "physischen" Verkaufs, den Tag, die Zeit und den Ort dieses Verkaufs, oder im Falle einer eines entmaterialisierten Verkaufs, das Datum für den Beginn und Abschluss der Versteigerung;
- g) bei fehlender Preisangabe den vertraglich festgelegten Wert der Gegenleistung, der zu Lasten des Erwerbers des dinglichen Rechts an der Immobilie geht;
- h) die Angabe, dass der Projektträger das Recht hat, das Gut zu besichtigen.

Der Inhaber des dinglichen Rechts an einem Immobiliengut oder der mit der Veräußerung beauftragte Notar kann bei der Gemeindeverwaltung die in Absatz 2 Buchstabe e) genannten Informationen beantragen. Die Informationen werden von der Gemeindeverwaltung innerhalb von dreißig Tagen nach Eingang des Antrags übermittelt. In Ermangelung einer fristgerechten Antwort der betroffenen Verwaltungsstelle gibt der Inhaber des dinglichen Rechts an einem Immobiliengut oder der mit der Veräußerung beauftragte Notar in der Erklärung das Datum des Versands oder der Empfangsbestätigung des Informationsantrags an, und vermerkt, dass die Informationen nicht gegeben wurden.

§ 2. Außer im Falle einer öffentlichen Versteigerung informiert der Projektträger den Erklärenden binnen fünfzig Tagen nach Eingang der Erklärung über seinen Beschluss, sein Vorkaufsrecht auszuüben oder nicht auszuüben.

§ 2. Im Falle einer öffentlichen Versteigerung und wenn der Projektträger sofort beschlossen hat, auf die Ausübung seines Rechts zu verzichten, informiert er den mit dem Verkauf beauftragte Notar spätestens vor dem Anfang der Versteigerung darüber.

Bei einem öffentlichen Verkauf wird die in § 1 genannte Erklärung mindestens sechzig Tage vor dem Tag des Anfangs der Versteigerung durch den Notar erstellt, der mit dem Verkauf beauftragt ist. Bei Wiederverkauf infolge der Ausübung des Rechts auf Abgabe eines Übergebots wird die Erklärung vom Notar unverzüglich nach Erhalt der Übergebote an die Projektträger, die auf die Ausübung ihres Rechts nicht verzichtet haben, erstellt. Sie enthält außerdem das Datum und die Modalitäten der Versteigerung.

Der Projektträger kann die Stellungnahme entweder des Immobilienerwerbskomitees oder des Kollegiums, das sich aus drei nach Artikel 38 bestellten Notaren zusammensetzt, beantragen. Die Stellungnahme wird dem Projektträger innerhalb dreißig Tagen nach dem Empfang des Antrags gesandt. Wird keine Stellungnahme innerhalb der genannten Frist abgegeben, so wird das Verfahren fortgesetzt.

§ 3. Bei einem öffentlichen "physischen" Verkauf fragt der amtierende Notar am Ende der Gebote und vor Erteilung des Zuschlags in der Öffentlichkeit, ob einer der Projektträger, der nicht nach Artikel 54, § 2, Absatz 2 auf sein Recht verzichtet hat, sein Recht zum Preis des letzten Angebots geltend machen will.

Dieser tritt an die Stelle des Letztbietenden.

Bei einem Wiederverkauf infolge der Ausübung des Rechts auf Abgabe eines Übergebots muss die gleiche Frage öffentlich bei der Übersteigerungssitzung gestellt werden.

Unbeschadet einer eventuellen Möglichkeit eines Übergebots verfügt der Projektträger, insofern er sein Vorkaufsrecht nicht sofort geltend macht oder auf dessen Ausübung nicht verzichtet hat, über eine Frist von zehn Tagen ab der Versteigerung, um den amtierenden Notar über seine Entscheidung, an die Stelle des Letztbietenden zu treten, zu informieren.

§ 4. Im Falle einer öffentlichen entmaterialisierten Versteigerung, nimmt der Notar, insofern der Projektträger auf die Ausübung seines Vorkaufsrechts nach Artikel 54, Absatz 2 nicht verzichtet hat, die Zuschlagserteilung unter der aufschiebenden Bedingung der Nichtausübung dieses Rechts vor.

In diesem Fall verfügt der Projektträger über eine Frist von zehn Tagen ab dem Datum der Zustellung eines Auszugs aus der von dem beurkundenden Beamten erstellten Zuschlagsurkunde, um Letzteren über seinen Beschluss zu informieren, an die Stelle des letzten Anbieters zu treten.

In dem Auszug werden der Tag des Zuschlags, der Vergabepreis und der Name des Notars, der ihn empfangen hat, angegeben.

Im Falle eines Wiederverkaufs infolge der Ausübung des Überbietungsrechts wird das gleiche Verfahren angewandt."

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 28. Februar 2019

Der Ministerpräsident

W. BORSUS

Die Ministerin für soziale Maßnahmen, Gesundheit, Chancengleichheit,
den öffentlichen Dienst und die administrative Vereinfachung

A. GREOLI

Der Minister für Wirtschaft, Industrie, Forschung, Innovation, digitale Technologien,
Beschäftigung und Ausbildung

P.-Y. JEHOLET

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten,
Mobilität, Transportwesen, Tierschutz, und Gewerbegebiete

C. DI ANTONIO

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Energie, Klima und Flughäfen

J.-L. CRUCKE

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten,
Tourismus, Denkmalschutz, und Vertreter bei der Großregion

R. COLLIN

Die Ministerin für lokale Behörden, Wohnungswesen und Sportinfrastrukturen

V. DE BUE

—————
Fußnote

(1) Sitzung 2018-2019.

Dokumente des Wallonischen Parlaments 1173 (2018-2019) Nrn. 1 bis 4.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 27. Februar 2019.

Diskussion

Abstimmung

—————
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2019/201592]

28 FEBRUARI 2019. — Decreet tot wijziging van de artikelen D.VI.25 tot D.VI.28 van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling en van artikel 54 van het decreet van 2 februari 2017 betreffende de ontwikkeling van bedrijfsparken (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. In artikel D.VI.25 van Boek VI van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling worden volgende wijzigingen ingevoerd :

a) punt 6° in paragraaf 1, lid 1, wordt vervangen als volgt :

“6° de prijsopgave en de voorwaarden van de overwogen vervreemding, of, in het geval van een openbare verkoop, de nadere regels van verkoop, waaronder de eventuele inzet, en, bij een fysieke verkoop, dag, uur en plaats ervan of, bij een gedematerialiseerde verkoop, dag van aanvang en sluiting van het opbod;”

b) paragraaf 1 wordt aangevuld met een lid luidend als volgt :

“De houder van het zakelijk recht of de notaris belast met het verrichten van de vervreemding kan de informatie bedoeld in lid 2, 5°, bij het gemeentebestuur opvragen. De informatie wordt door het gemeentebestuur overgemaakt binnen dertig dagen na ontvangst van de aanvraag. Wordt deze aanvraag niet binnen de voorziene termijn door betrokken bestuur beantwoord, dan vermeldt de houder van het zakelijk recht of de notaris belast met het verrichten van de vervreemding in de verklaring de datum van verzending van de aanvraag tot informatie of van het bericht van ontvangst ervan en wijst erop, dat bedoelde informatie niet is verstrekt.”;

c) in paragraaf 2 worden de woorden “voor de eerste toewijzingsdag” vervangen door de woorden “voor de dag van aanvang van de biedingen” en worden de woorden “aan de voorkoopgerechtigde die niet heeft afgezien van het uitoefenen van zijn recht” ingevoegd na de woorden “van het hoger bod”.

Art. 2. In artikel D.VI.26 van hetzelfde Boek worden de volgende de wijzigingen aangebracht :

1° lid 2 wordt vervangen door hetgeen volgt :

“In geval van openbare verkoop stuurt de Regering of de persoon die zij daartoe machtigt onmiddellijk de lijst van de voorkoopgerechtigden aan de notaris belast met het verrichten van de verkoop, onder vermelding van de voorrang bedoeld in artikel D.VI.19.”;

2° er wordt een derde lid ingevoegd, luidend als volgt :

“Elke voorkoopgerechtigde kan het advies inwinnen van ofwel de ontvanger der registratie ofwel het aankoopcomité. Dit advies wordt binnen de dertig dagen na ontvangst van de aanvraag aan de voorkoopgerechtigde gestuurd.”.

Art. 3. Artikel D.VI.27 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

“Art. D.VI.27. § 1. Behoudens bij een openbare verkoop stuurt elke voorkoopgerechtigde de Regering uiterlijk vijftig dagen na ontvangst van de intentieverklaring tot vervreemding, een document toe met zijn beslissing het goed te verwerven tegen de voorgestelde prijs en onder de gestelde voorwaarden.

Uiterlijk twintig dagen na het verstrijken van de in het eerste lid bedoelde termijn wordt de beslissing of het gebrek aan beslissing van de voorkoopgerechtigden door de Regering of door de persoon die zij daartoe machtigt, aan de houder gericht.

Bij gebreke hiervan wordt de voorkoopgerechtigde geacht af te zien van de uitoefening van zijn recht van voorkoop.

§ 2. Bij een openbare verkoop en wanneer hij van bij het begin beslist heeft, van de uitoefening van zijn recht af te zien, licht de voorkoopgerechtigde de notaris belast met het verrichten van de verkoop en de Regering daar uiterlijk voor aanvang van de biedingen over in.”.

Art. 4. Artikel D.VI.28 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

" Art. D.VI.28. § 1. In geval van fysieke openbare verkoop moet de instrumenterende notaris, na het opbod en vóór de toewijzing, in het openbaar vragen of één van de voorkoopgerechtigden die niet van de uitoefening van zijn recht overeenkomstig artikel D.VI.27, § 2, heeft afgezien of diens afgevaardigde het voornemen heeft zijn recht van voorkoop tegen de prijs van het laatste bod uit te oefenen.

De voorkoopgerechtigde wordt in de plaats van de laatste bidder gesteld.

In geval van herverkoop ten gevolge van de uitoefening van het recht op hoger bod moet dezelfde vraag tijdens de opbodzitting in het openbaar gesteld worden.

Onverminderd een eventuele mogelijkheid tot het uitbrengen van een hoger bod beschikt de voorkoopgerechtigde of zijn afgevaardigde, wanneer hij zijn recht van voorkoop niet onmiddellijk uitoefent of wanneer hij niet van de uitoefening ervan heeft afgezien, over een termijn van tien dagen, te rekenen vanaf de toewijzing, om de instrumenterende notaris te verwittigen dat hij beslist heeft zich in de plaats te stellen van de laatste bidder.

§ 2. Voor zover de voorkoopgerechtigde niet afgezien heeft van de uitoefening van zijn recht overeenkomstig artikel D.VI.27, § 2, gaat de notaris, bij een gedematerialiseerde openbare verkoop, tot de toewijzing over onder de opschortende voorwaarde van de niet-uitoefening van dat recht.

In dat geval beschikt de voorkoopgerechtigde of diens afgevaardigde over tien dagen te rekenen van de ontvangst van een door de notaris gestuurd uittreksel van de toewijzingsakte waarmee laatstgenoemde ingelicht wordt over zijn beslissing om zich in de plaats te stellen van de laatste bidder.

Het uittreksel bevat de dag van de toewijzing, de prijs waarvoor deze is verricht en de naam van de notaris die ze ontvangen heeft.

Bij wederverkoop als gevolg van de uitoefening van het recht op hoger bod wordt dezelfde procedure gevolgd."

Art. 5. Artikel 54 op het decreet van 2 februari 2017 betreffende de ontwikkeling van bedrijfsparken wordt vervangen door hetgeen volgt :

" Art. 54. § 1. Elke vervreemding van een zakelijk onroerend recht dat het voorwerp is van een recht van voorkoop, is onderworpen aan een voorafgaandelijk intentieverklaring van de houder van het onroerend zakelijk recht die per aangeketend schrijven gericht wordt aan de operator die houder is van het voorkooprecht.

De intentieverklaring tot vervreemding, waarvan het formulier door de Regering wordt bepaald, moet de volgende gegevens bevatten :

- a) de identiteit en de woonplaats van de houder van een onroerend zakelijk recht;
- b) het adres van het onroerend goed waarvan de vervreemding wordt overwogen;
- c) de omschrijving van het onroerend goed en meer bepaald de kadastrale aanduiding ervan, de oppervlakte van het perceel, de grondoppervlakte van het gebouwde, de vloeroppervlakte en het aantal verdiepingen;
- d) de andere zakelijke rechten en de persoonlijke rechten die eraan verbonden zijn;
- e) de uitvoerige lijst van de stedenbouwkundige of verkavelings- en bebouwingsvergunningen, de stedenbouwkundige attesten betreffende het goed, alsook de meest recente en meest nauwkeurigste stedenbouwkundige bestemming, met de benaming die in de verschillende plannen van aanleg voorkomt;
- f) de prijsopgave en de voorwaarden van de overwogen vervreemding, of, in het geval van een openbare verkoop, de nadere regels van verkoop, waaronder de eventuele inzet, en, bij een fysieke verkoop, dag, uur en plaats ervan of, bij een gedematerialiseerde verkoop, dag van aanvang en sluiting van het opbod;
- g) bij gebrek aan prijs, de conventionele waarde van de tegenprestatie die vastgesteld is ten laste van de koper van het zakelijk onroerend recht;
- h) de vermelding dat de operator het recht heeft het goed te bezichtigen.

De houder van het zakelijk recht of de notaris belast met het verrichten van de vervreemding kan de informatie bedoeld in lid 2, e), bij de gemeente opvragen. De informatie wordt door het gemeentebestuur overgemaakt binnen dertig dagen na ontvangst van de aanvraag. Wordt deze aanvraag niet binnen de voorziene termijn door betrokken bestuur beantwoord, dan vermeldt de houder van het onroerend zakelijk recht of de notaris belast met het verrichten van de vervreemding in de verklaring de datum van verzending van de aanvraag tot informatie of van het bericht van ontvangst ervan en wijst erop, dat bedoelde informatie niet is verstrekt.

§ 2. Behoudens bij een openbare verkoop licht de operator de indiener van de verklaring in over zijn beslissing tot het al dan niet uitoefenen van zijn voorkooprecht binnen de vijftig dagen na ontvangst van de verklaring.

Bij een openbare verkoop en wanneer hij van bij het begin beslist heeft, van de uitoefening van zijn recht af te zien, licht hij de notaris belast met het verrichten van de verkoop daar uiterlijk voor aanvang van de biedingen over in.

In het geval van een openbare verkoop, wordt de in paragraaf 1 bedoelde verklaring ten minste zestig dagen voor de eerste toewijzingsdag door de notaris die met de verkoop belast is, opgemaakt. In geval van wederverkoop ingevolge de uitoefening van het recht op een hoger bod, wordt de verklaring vlak na de ontvangst van het hoger bod door de notaris aan de operatoren die niet van de uitoefening van hun recht hebben afgezien, medegedeeld. Ze vermeldt bovendien de datum en de regels van de verkoop.

De operator kan het advies inwinnen van ofwel het aankoopcomité ofwel het college van drie notarissen, aangewezen overeenkomstig artikel 38. Genoemd advies wordt de operator binnen de dertig dagen van ontvangst van de aanvraag toegestuurd. Bij gebreke van advies binnen de termijn, wordt de procedure voortgezet.

§ 3. In geval van fysieke openbare verkoop moet de instrumenterende notaris, na het opbod en vóór de toewijzing, in het openbaar vragen of één van de operatoren die niet van de uitoefening van zijn recht heeft afgezien overeenkomstig artikel 54, § 2, lid 2, of diens afgevaardigde het voornemen heeft zijn recht van voorkoop tegen de prijs van het laatste bod uit te oefenen.

Laatstgenoemde wordt in de plaats van de laatste bidder gesteld.

In geval van wederverkoop ten gevolge van de uitoefening van het recht op hoger bod moet dezelfde vraag in het openbaar gesteld worden tijdens de opbodzitting.

Onverminderd een eventuele mogelijkheid tot het uitbrengen van een hoger bod beschikt de operator, wanneer hij zijn recht van voorkoop niet onmiddellijk uitoefent of wanneer hij niet van de uitoefening ervan heeft afgezien, over een termijn van tien dagen, te rekenen vanaf de toewijzing, om de instrumenterende notaris te verwittigen dat hij beslist heeft zich in de plaats te stellen van de laatste bidder.

§ 4. Bij een gedematerialiseerde openbare verkoop gaat de notaris, voor zover de operator niet heeft afgezien van de uitoefening van zijn voorkooprecht, overeenkomstig artikel 54, § 2, lid 2, over tot de toewijzing onder de opschortende voorwaarde van niet-uitoefening van dat recht.

In dat geval beschikt de operator over tien dagen te rekenen van de kennisgeving van een door de notaris gestuurd uittreksel van de toewijzingsakte waarmee laatstgenoemde ingelicht wordt over zijn beslissing om zich in de plaats te stellen van de laatste bieder.

Het uittreksel bevat de dag van de toewijzing, de prijs waarvoor deze is verricht en de naam van de notaris die ze ontvangen heeft.

Bij wederverkoop als gevolg van de uitoefening van het recht op hoger bod wordt dezelfde procedure gevolgd.”.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 28 februari 2019.

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gezondheid, Gelijke Kansen,
Ambtenarenzaken en Administratieve vereenvoudiging

A. GREOLI

De Minister van Economie, Industrie, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,
Tewerkstelling en Vorming,

P.-Y. JEHOLET

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken,
Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,

C. DI ANTONIO

De Minister van Begroting, Financiën, Energie, Klimaat en Luchthavens,

J.-L. CRUCKE

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme,
Erfgoed en afgevaardigd bij de Grote Regio,

R. COLLIN

De Minister van de Plaatselijke Besturen, Huisvesting en Sportinfrastructuren

V. DE BUE

Nota

(1) Zitting 2018-2019.

Stukken van het Waals Parlement, 1173 (2018-2019) Nrs. 1 tot 4.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 27 februari 2019.

Bespreking.

Stemming.

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2019/30323]

14 MARS 2019. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à la gestion de la sécurité des systèmes de transport sur rails exploités par la Société des Transports intercommunaux de Bruxelles

RAPPORT AU GOUVERNEMENT

1. Introduction

Dans certaines industries critiques du point de vue de la sécurité, telles les centrales nucléaires, l'industrie chimique, le transport aérien ou les transports publics, la sécurité constitue un important thème sociétal dans la mesure où la société devient de plus en plus intolérante vis-à-vis des accidents dans ces secteurs. Des exemples récents ont montré que l'opinion publique réagit de manière très négative à de graves accidents de train, par exemple.

Au cours des dernières décennies, l'industrie a consenti d'importants efforts en vue de mettre en œuvre des bonnes pratiques et d'apprendre de ses erreurs. Ces efforts ont conduit à développer des normes et standards utilisés, voire parfois imposés, au niveau international.

Le rôle des pouvoirs publics consiste à obliger, via une législation, les acteurs concernés à faire un usage structuré et approprié des bonnes pratiques et normes disponibles. Cette obligation devient d'autant plus importante dans le domaine des transports en commun maintenant que de nouvelles technologies - numériques - apparaissent en même temps qu'une génération d'experts part à la pension. De plus le transport public urbain à Bruxelles est en train de connaître une forte augmentation du nombre d'utilisateurs, ce qui résulte directement en une augmentation de l'exposition aux risques sécurité.

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2019/30323]

14 MAART 2019. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering betreffende het beheer van de veiligheid van de vervoersystemen op sporen uitgbaat door de Maatschappij voor Intercommunale Vervoer van Brussel

VERSLAG AAN DE REGERING

1. Inleiding

In bepaalde veiligheidskritische sectoren, zoals de nucleaire centrales, de chemische industrie, de luchtvaart en het openbaar vervoer vormt de veiligheid een belangrijk maatschappelijk thema. De maatschappij vertoont een groeiende intolerantie ten opzichte van ongelukken in deze sectoren. Recente voorbeelden hebben aangetoond dat de publieke opinie zeer avers reageert bij bijvoorbeeld grote treinongelukken.

In de industrie zijn de voorbije decennia belangrijke inspanningen geleverd om goede praktijken te ontwikkelen en te leren van falen. Dit heeft geleid tot normen en standaarden die internationaal worden gebruikt en – soms – opgelegd.

Het is de rol van de overheid om via wetgeving de betrokken actoren te verplichten om op een gestructureerde en correcte manier gebruik te maken van de beschikbare goede praktijken en normen. Deze verplichting wordt des te belangrijker nu, in de sector van het openbaar vervoer, nieuwe – digitale – technologieën hun intrede doen en tegelijk een generatie van experts met pensioen gaat. Daarbij komt dat in Brussel steeds meer reizigers gebruik maken van het stedelijk openbaar vervoer, waardoor de blootstelling aan veiligheidsrisico's toeneemt.